

LA PRESSE EN REVUE...



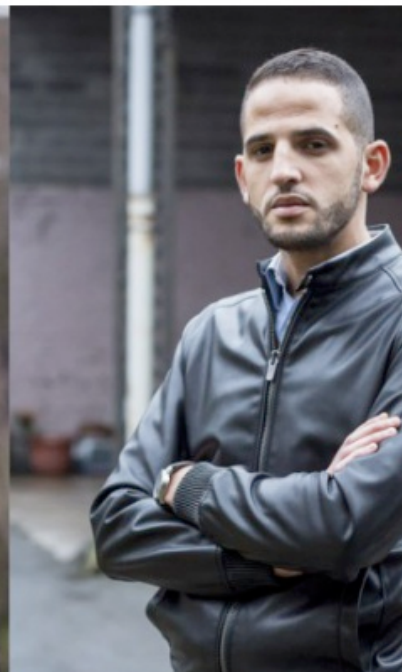
MERCREDI 14 JANVIER 2015

- 1) Etre ou pas
- 2) La Une !
- 3) Continuons...
- 4) Droit dans les yeux !
- 5) Pouvoir vivre libres
- 6) Esprit du...??
- 7) Il ne suffit pas de...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Etre "Charlie" ou pas : à Roubaix, "on marche sur des œufs"



Ismael, Leila et Badredine (Eric Flogny, pour l'Obs - Picturertank - montage)

Samedi 10 janvier, à Lille, la mécanique des foules s'est quelque peu dérégulée. D'un côté, les circumambulations de la population nordiste unie dans sa grande diversité pour profiter des soldes d'hiver. De l'autre, entre la porte de Paris et la place de la République, la procession rangée de 40.000 manifestants d'une saisissante homogénéité : blancs, venus en famille, lookés avec la même négligence soignée.

Samedi 10 janvier, à Lille, disons le sans fard : la population musulmane n'a pas su ou n'a pas voulu se mobiliser derrière la grande bannière noire "Je suis Charlie" du Club de la Presse Nord-Pas-de-Calais. Ou alors si peu. En l'espace d'un long quart d'heure, posté à mi-parcours du défilé, on aura vu passer une poignée de quinquagénaires brandissant des pancartes "pas en mon nom", et une petite famille – monsieur tiré à quatre épingles, madame en tchador, fillette trotinant à leurs côtés – magnifique par son aplomb mais si isolée dans sa singularité.



(Lors de la manifestation à Lille, le 10 janvier - DENIS CHARLET / AFP)

Les jeunes absents

Le matin-même, à trois pas de là, Guillaume Delbar, le jeune maire UMP de Roubaix, nous avait pourtant assuré que les 95.000 habitants de sa ville – et sa très vaste population musulmane, la plus grande de l'agglomération – vivait le deuil national à l'unisson. 1.000 personnes s'étaient réunies sur la Grand Place la veille au soir. Un événement synchrétique donnant à la fois la parole à l'édile, au rédacteur en chef de la "Voix du Nord" et au président du collectif des mosquées roubaisiennes.

Les jeunes avaient brillé par leur absence. Guillaume Delbar n'y voyait pas motif d'inquiétude.

"Je suis bien conscient que la mobilisation autour de 'Charlie' peut poser question. Mais moi, ce que je retiens, c'est la spontanéité des sentiments exprimés, et comme disait le Général de Gaulle 'je vais vers l'Orient compliqué avec

simples".

Cette spontanéité, ces idées simples, Leila Chebli aimerait bien les retrouver. A 42 ans, la mère au foyer – pardon "l'ingénieure domestique" – a suivi le parcours scolaire de ses enfants en s'investissant peu à peu dans la vie de la cité. Avec quelques autres, elle a contribué à mobiliser les Roubaisiens. Mais se prend aujourd'hui à le regretter.

" Nous voulions exprimer notre compassion aux familles des victimes. Et puis il y a eu cette Marseillaise, ces affichettes 'Je suis Charlie' distribuées par la mairie. Moi, je ne suis pas 'Charlie', et je ne crois pas que la Marseillaise en ces circonstances aide à panser les plaies".

Dans le petit local associatif du quartier populaire de l'Hommelet, où nous retrouvons Leila ce vendredi soir, il y a aussi Badreddine, 30 ans, un conseiller clientèle d'EDF, Ismaël, 21 ans, un étudiant de l'EDHEC, la grande école de commerce lilloise, et Chams, 26 ans, un apprenti journaliste. Trois jeunes Français de confession musulmane, pris dans un même maelström émotionnel. Sentiment de dégoût – "l'image du policier tué de sang froid, j'en ai encore la nausée" (Chams), impression de salissure – "dès que j'ai su, je me suis enfermé dans ma voiture et j'ai eu envie de pleurer" (Badreddine), et... perplexité face à la conduite à adopter.

Hantise de l'amalgame

Leila, Chams, Badreddine et Ismaël ont beau se sentir citoyens français "à part entière", les appels répétés à l'union nationale les plongent dans des abîmes de questionnements. Il y a le problème du mot d'ordre, ce "Je suis Charlie" scandé par les manifestants, mais "intenable pour un musulman". Et quelque chose de plus profond, de plus handicapant, qui a trait à la hantise de l'amalgame. Ismaël : "Si j'allais manifester, les gens pourraient croire que je me sens forcé d'être là. On ne sait plus quoi faire, parce qu'on ne sait plus ce que les gens pensent". Leila :

" Les tueurs auraient été autre chose que des djihadistes, ça aurait été plus simple. On n'aurait pas eu à se désolidariser des actions de solidarité pour ne pas avoir l'impression de se justifier".

Pour la spontanéité, de fait, on repassera.



(Leila - Eric Flogny, pour l'Obs / Picturertank)

SMS alarmistes

Ces circonvolutions naissent aussi d'un drôle de climat, fait de peur, de méfiance, voire de paranoïa. C'est "la petite dame de la supérette" qui se met à chuchoter quand Leila arrive à la caisse. C'est un ami de Chams, analyste financier et pieux musulman, qui se sent subitement épié par ses collègues de travail. Ce sont les SMS alarmistes qui se propagent annonçant des attaques de skinheads aux entrées des mosquées. Ou les pages Facebook de militants lepénistes que l'on s'échange avec fébrilité. C'est aussi le principal du collège Pascal, catholique mais fréquenté par une majorité d'enfants de confession musulmane, qui, jeudi, après la minute de silence demandée par le gouvernement, a préféré ne pas épiloguer.

“ Ici, on marche sur des œufs. Je ne connais pas la position des parents, et, si vous ouvrez le débat, les opinions les plus extrêmes, d'un côté comme de l'autre, risquent d'être les premières à s'exprimer ”.

L'annonce de la mort des frères Kouachi tombe sur les téléphones portables, l'ambiance s'alourdit encore dans la petite salle associative au bord du

canal de Roubaix. "Il n'y aura pas de procès. On ne saura pas au nom de quoi agissaient ces soi-disant djihadistes", déplore Sauria Redjimi, la deuxième adjointe au maire, venue rejoindre la discussion. "Le doute va s'immiscer un peu plus. Je suis comme saint Thomas, je ne crois que ce que je vois". "Et les jeunes vont pouvoir se raconter n'importe quoi", soupire déjà Leila. "Interrogez-les, vous aurez des réponses bien plus cash que ce que vous avez entendu ici."



(Ismael - Eric Flogny pour l'Obs / Picturertank)

Hallal ou pas hallal

Cash, les réponses le sont avec Karim, Saïd et Abdel, trois jeunes oisifs croisés le lendemain matin à l'entrée du centre commercial Casino. Karim, 19 ans, la moustache naissante, fait le fier à bras – "tout ça, c'est un coup monté contre les musulmans, et même si c'est vrai, l'autre, là, 'Charlie', il le méritait bien". Après plus ample discussion et intervention d'Abdel – "t'es un fou, mon frère, tu enlèves pas la vie" – Karim finira par concéder difficilement qu'il n'est "pas hallal" (sic) de "tirer dans le tas à la kalachnikov", bien que "dans la vie, on fasse beaucoup de choses interdites, et que quand on fait quelque chose, il faut le faire à fond".

Hallal, pas hallal... Karim, manifestement, n'est guère au fait de son catéchisme musulman, comme nombre de ses "collègues" jurant sur le Coran plus souvent qu'à leur tour. Ce manque de culture religieuse nourrit une "vraie inquiétude" chez Jawad M., technicien agro-alimentaire et imam du vendredi à la mosquée Bilal, la plus grande – et la plus pimpante – de Roubaix.

Transmettre la vraie foi

La ville a connu une cinquantaine de départs pour le djihad ces derniers mois, c'est à la fois peu et beaucoup. En ce jour de grande prière, le prêche va droit au but, rappelant l'attitude du prophète, stoïque face aux insultes des impies, appelant aussi les musulmans à donner une meilleure image d'eux-mêmes, et à mieux transmettre la vraie foi. Une position de principe que la mosquée s'applique à elle-même puisque depuis trois mois elle propose un prêche en français : "Les jeunes ne maîtrisent pas l'arabe. On ne peut plus accepter qu'ils aillent chercher leurs fatwas sur internet".

L'imam Jawad est-il descendu dans la rue ce week-end ? On ne le saura pas.

“ Je me sens concerné comme tout Français. Mais pourquoi me demander spécialement de manifester ? Je préfère les actes. Et s'il y a une responsabilité, elle est partagée. Ces terroristes sont d'abord passés par les écoles de la République. C'est toute la société qui doit se sentir responsable et se mobiliser".

[tempsreel.nouvelobs.com/Gurvan Le Guellec](http://tempsreel.nouvelobs.com/Gurvan-Le-Guellec)

II) En Une de "Charlie Hebdo" : Mahomet est Charlie

Par L'EXPRESS.fr avec AFP,

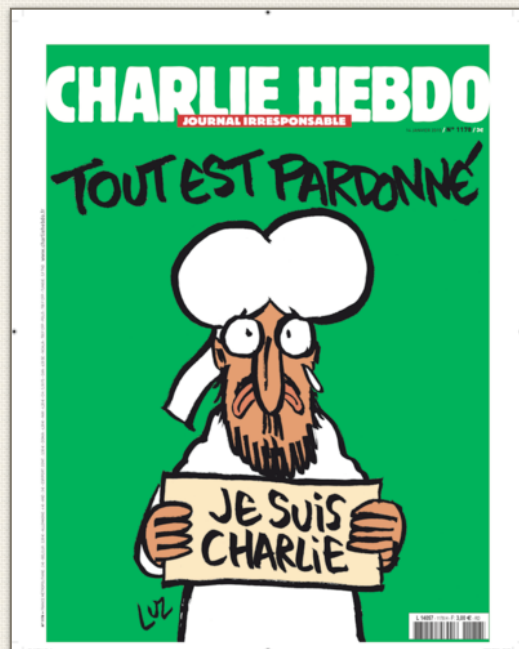
Le journal satirique Charlie Hebdo, décimé par un attentat islamiste pour avoir publié des dessins de Mahomet, persiste et signe en Une de son prochain numéro de mercredi en lui faisant proclamer: "Je suis Charlie"



Le Une de l'hebdomadaire "Charlie Hebdo" du 14 janvier 2014-Charlie Hebdo

Une semaine après l'attentat contre Charlie Hebdo, la nouvelle Une de l'hebdomadaire satirique était attendu. On y voit Mahomet sur fond vert, portant une pancarte sur laquelle est écrit "Je suis Charlie".

Les survivants du journal comme ils se sont eux même présentés, ont dévoilé cet Une lundi soir peu après le bouclage du journal dans les locaux de Libération qui accueille la rédaction de Charlie Hebdo



Le Une de l'hebdomadaire "Charlie Hebdo" du 14 janvier 2014Charlie Hebdo

"Tout est pardonné"

Au-dessus du dessin , le journal titre " Tout est pardonné", un dessin signé Luz . Ce numéro dit "des survivants" -- Luz est l'un des rescapés de la fusillade de mercredi -- sera tiré à trois millions d'exemplaires , contre 60.000 habituellement, et vendu dans 25 pays.

Pour ce qui est du contenu, le rédacteur en chef, Gérard Biard s'est exprimé lundi soir sur Europe1 . "On s'est posé la question principale : 'qu'est-ce qu'on veut dire , qu'est-ce qu'on doit dire, et de quelle façon on doit le dire ?'. C'est ce qu'on fait tous les lundis. La seule chose qui changeait, c' est que là, on avait aucun doute sur le sujet d'actualité qui allait faire la Une. Malheureusement , on avait aucun doute", explique-t-il. "Ne vous inquiétez pas : il y a tout ce qu'on veut en matière de musulmans , de Mahomet etc...", indique pour sa part Laurent Joffrin , le patron de Libé.

Le lieu de l'imprimerie est gardé secret, alors que depuis une semaine les demandes d'abonnement affluent . Rien que sur un site d'abonnement généraliste, on avance le chiffre de 40 000.
Renforcer la sécurité

Lundi le gouvernement s'est attelé à renforcer la sécurité et préserver le fragile trésor de l'unité au lendemain de la marche historique contre le terrorisme qui a réuni près de 4 millions de personnes dans tout le pays.

Une marche qui a constitué une " réponse inouïe, extraordinaire " aux attentats qui ont fait 17 morts, a salué lundi Manuel Valls tandis que l'exécutif annonçait de premières mesures de protection , notamment à destination de la communauté juive.

Avec AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Continuons le combat !



Par Matthieu Croissandeau

Le pacte républicain a trouvé dans ces circonstances dramatiques une formidable incarnation : celle d'un peuple debout. Le réveil des consciences a sonné à temps. Ce n'est qu'un début.



La marche républicaine a rassemblé près de deux millions de personnes, dimanche 11 janvier, à Paris. (AFP PHOTO/KENZO TRIBOUILLARD)

De la tragédie au miracle, de l'effroi au sursaut. Il y a une semaine, trois terroristes français ont assassiné des journalistes qui faisaient leur journal, des juifs parce qu'ils étaient juifs et des policiers qui accomplissaient leur mission.

Un massacre programmé d'hommes et de femmes pour autant de symboles : la liberté d'expression, la liberté religieuse, le droit à la sécurité. Bref, la liberté de vivre ensemble tout simplement, chacun selon ses choix, ses opinions, ses croyances et ses différences.

Le fameux pacte républicain, cette expression trop souvent galvaudée par des politiques en mal d'inspiration, a trouvé dans ces circonstances dramatiques une formidable incarnation : celle d'un peuple debout, d'une foule immense. Des millions de citoyens ont marché pour crier leur attachement aux valeurs et aux principes qui ont façonné la France.

Ce n'est hélas qu'un début

Le réveil des consciences a sonné à temps. Car voilà déjà plusieurs années que la nation se déchire et se fragmente. Le soupçon a chassé la confiance. L'invective a remplacé l'argument. Le rejet a entaillé la tolérance. C'est dire s'il faudra du courage et de l'obstination pour remonter la pente !

Alors, s'il était possible de tirer, ne serait-ce qu'une leçon, des carnages insensés de "Charlie Hebdo", de Montrouge et de la porte de Vincennes, c'est bien la nécessaire acceptation de l'autre tel qu'il est, dès lors que celui-ci partage et respecte les lois de la République.

Ce n'est hélas qu'un début, on le sait maintenant. Et la guerre sans merci que nous livrent ces nouveaux ennemis ne se remportera pas avec une manifestation.

Si l'obscurantisme et le fanatisme se combattent par la culture et l'éducation, la menace terroriste, elle, pose d'autres questions dont on voit déjà se dessiner les prémices dans le débat public.

Nos libertés ne sont pas négociables

Doit-on répondre à la violence sur notre sol en portant la violence hors de notre territoire ? Faut-il rogner nos libertés individuelles pour garantir nos libertés publiques ?

Et surtout comment identifier ce nouveau péril en évitant de verser d'un côté dans l'angélisme, de l'autre dans les amalgames ?

Répetons-le ici, l'islam, que ces djihadistes trahissent chaque jour un peu plus à mesure de leurs exactions, ne prône ni l'antisémitisme, ni la fureur, ni l'intolérance.

Il va donc falloir bien du sang-froid et de la raison pour ne pas céder, dans la panique, aux raccourcis faciles ou aux expédients. De la fermeté aussi, comme l'ont montré les marcheurs de dimanche, pour signifier que nos libertés ne sont pas négociables.

Ne jamais céder sur les principes, rester intraitable face à toute forme de chantage de la part de ces terroristes qui n'ont d'autre dessein que de disloquer notre corps social et de semer le chaos.

En somme, opposer à la terreur un esprit de responsabilité et de résistance. Ce n'est qu'un début, oui. Continuons le combat !

nouvelobs.com/Matthieu Croissandeau

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) " Il était parti pour me tuer, je n'ai pas baissé les yeux "

Thomas Rabino

Sigolène Vinson appartient à la rédaction de "Charlie Hebdo". En charge de la chronique judiciaire depuis septembre 2012, cette jeune quadragénaire a grandi à Djibouti avant d'embrasser une carrière d'avocate qu'elle finit par délaisser, faute de pouvoir défendre les causes sociales qui lui tiennent à cœur, notamment les salariés victimes de licenciements abusifs. Elle était dans la salle de réunion au moment du carnage. Elle livre son témoignage à "Marianne", alors que le bouclage du "numéro des survivants" de "Charlie" est imminent.



BALTEL/LAMACHERE AURELIE/SIPA

« Des choses ont été dites qui ne sont pas exactes », confie Sigolène Vinson cinq jours après l'attaque par les frères Kouachi des locaux de Charlie Hebdo. « En lisant les propos que l'on m'a prêtés et qui ont été répercutés dans toute la presse, en France comme à l'étranger, j'étais folle... », poursuit la chroniqueuse judiciaire qui tient à préciser qu'elle « ne [revient] pas sur [sa] version pour [se] protéger. » Quelques minutes après le drame, Radio France internationale recueillait en effet la parole de la journaliste en larmes. Elle aurait alors déclaré que l'un des assaillants lui avait dit : « On ne tue pas les femmes, mais tu dois te convertir à l'islam et te voiler, avant de crier "Allahou Akbar". » Assurant rapporter à son tour les mots de la jeune quadragénaire, l'essayiste Caroline Fourest, ex-collaboratrice de Charlie Hebdo, ajoutait : « Il lui a dit : "Récite le Coran, et je t'épargne" ». Ce que réfute aujourd'hui Sigolène Vinson. Tout comme l'injonction à porter le voile : « Je vois mal comment j'aurais pu réciter le Coran... »

Voici plus d'une heure que la conférence de rédaction de Charlie Hebdo a commencé lorsque les terroristes font irruption dans les locaux du journal. Très vite, l'un des tireurs entre dans la salle de réunion, demande « Qui est Charb ? », et lance : « Vous allez payer, car vous allez insulter le Prophète », avant de se mettre à tirer. « Au deuxième coup de feu, je me suis jetée à terre. Là, j'ai entendu les autres tirs, des rafales... J'étais au sol, j'ai rampé et j'ai senti que le type s'approchait. Il était au-dessus de moi et me braquait avec sa kalachnikov. Je l'ai regardé. J'ai vu sa cagoule, et son regard. D'abord, il avait l'air sûr de lui. Il était parti pour me tuer. Je n'ai pas baissé les yeux. Je l'ai regardé sans haine, peut-être sans peur, et j'ai vu son expression changer. Je ne saurais pas dire de quelle façon, mais il a changé. Soudain, il a perdu son aplomb. Il m'a dit : "Calme toi, n'aie pas peur." Il l'a répété à plusieurs reprises. "Je ne vais pas te tuer." »

« Peut-être qu'il a vu mon humanité et que ça l'a déstabilisé »

Malgré cette situation effroyable, « Sigo », comme l'appellent ses amis, arrive à garder une certaine présence d'esprit qui lui a sans doute sauvé la vie : « Je savais, au fond de moi, qu'il fallait que je continue à le regarder. Si je le quittais des yeux, il tirerait. Peut-être qu'il a vu mon humanité et que ça l'a déstabilisé. Les autres, mes amis, il ne les a pas regardés avant de les tuer. » Quiconque a déjà rencontré Sigolène Vinson connaît la vive intelligence, mais aussi le profond humanisme qui se dégage de ses yeux clairs.

« Il a continué : "Ce n'est pas bien ce que tu fais." Dans l'instant, je me suis demandé : "Mais pourquoi est-ce qu'il me dit ça ? C'est très bien, ce que je fais." Ensuite, il a poursuivi : "Ce n'est pas bien, mais je ne vais pas te tuer. Puisque je t'épargne, tu pourras lire le Coran". Et il est parti, en répétant, plus fort : "On ne tue pas les femmes !" » Quelques secondes auparavant, l'assassin venait pourtant d'exécuter Elsa Cayat, psychiatre de profession, auteur de la rubrique « Charlie Divan ».

« Les corps inertes de mes amis gisaient autour de moi, et les blessés avaient besoin d'aide. J'étais en état de choc quand Patrick [Pelloux] et les secours sont arrivés, précise Sigolène Vinson. C'est peut-être pour cette raison que les premiers mots que l'on m'a prêtés ne reflètent pas ce que j'ai vécu. »

Sigolène se souvient en détail de ces funestes

minutes. Et elle ne semble pas éprouver de difficulté particulière à en parler, parce que, dit-elle, elle est « bien entourée » : « La cellule psychologique, mes proches, et surtout mes amis de Charlie Hebdo. On est tous ensemble, tous solidaires. Et le fait d'avoir replongé dans le boulot aide beaucoup. »

 marianne.net

V) Hollande : « Ils sont morts pour que l'on puisse vivre libres »

Lilian ALEMAGNA



François Hollande lors de la cérémonie d'hommage aux policiers tués, à la Préfecture de police le 13 janvier. (Photo Reuters)

Au cours d'une cérémonie à la préfecture de police de Paris, en hommage aux trois policiers tués la semaine dernière, le chef de l'Etat a rappelé que « l'islamisme radical n'est pas l'islam ».

Ils s'en sont allés derrière un immense drapeau tricolore gonflé par le vent tel une grande voile. Les cercueils des trois policiers tués mercredi et jeudi (Clarissa Jean-Philippe, Ahmed Merabet et Franck Brinsolaro) portés par leurs collègues, puis leurs familles. Derrière eux, à quelques mètres de distance, François Hollande, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve les accompagnent d'un pas lent. Deux sons se mêlent dans cette Cour du 19 août 1944 de la préfecture de police de Paris : la marche funèbre de Chopin et ce vent qui claque dans les drapeaux et chapiteaux installés pour abriter les proches des victimes et les officiels. Moment poignant.

L'hommage officiel aux forces de l'ordre tuées la semaine dernière par les frères Kouachi et Amedy

Coulibaly a duré plus d'une heure, ce mardi. Après une revue des troupes – dont les policiers du Raid ayant participé à l'assaut contre Amedy Coulibaly à l'Hyper Cacher de Vincennes – et une fois ses condoléances présentées aux familles, François Hollande a prononcé un éloge funèbre d'une demi-heure aux trois policiers.

Le Président a conclu par ces «mots» d'André Malraux, «qui écrivait suite à un attentat terroriste qui avait endeuillé notre pays il y a longtemps» : «Sachez bien que si nous avons des blessés, nous les relèverons, si nous avons des morts, nous les ensevelirons. Et puis, et puis nous combattons parce que les victimes représentent la dignité humaine, ce sentiment qui porte comme des vieilles mains usées par la vie, l'humble honneur des hommes. Voilà ce qu'est notre combat, l'humble honneur des hommes.»

«Il est mort pour la liberté d'expression»

Dans son allocution, le chef de l'Etat a retracé les carrières des trois policiers. Clarissa Jean-Philippe, originaire de Martinique et policière municipale à Montrouge, «lâchement atteinte dans le dos» par Amedy Coulibaly. «Clarissa Jean-Philippe était là pour empêcher un terroriste d'aller plus loin dans sa folie. Vers cette école située à quelques centaines de mètres, qu'elle protégeait de sa présence ? L'enquête le dira.» Ahmed Merabet, de la brigade VTT du commissariat du XI^e arrondissement, «policier de confession musulmane [...] très fier de représenter la République, ses valeurs et la laïcité». «Le sacrifice d'Ahmed est un message pour refuser les amalgames», a insisté le chef de l'Etat, rappelant que «l'islamisme radical n'est pas l'islam. Il tue partout».

Enfin, Franck Brinsolaro, le policier qui protégeait Charb, dessinateur et directeur de la publication de Charlie Hebdo, tué dans la rédaction : «Franck est mort l'arme au poing. Les autres [les dessinateurs de Charlie, ndlr] n'avaient que leur crayon. Il est mort pour la liberté d'expression.» Pour le Président, ces trois policiers «représentaient la diversité des origines» : «La folie qui les a frappés n'avait ni couleur ni religion, elle n'avait que le masque de la haine.»

Rendant aussi hommage aux grandes mobilisations de ce week-end dans toute la France, Hollande a rappelé que «les paroles de notre hymne national, ce ne sont pas que des mots, ce sont des idées» et condamné les actes antisémites et antimusulmans qui se sont multipliés ces derniers jours. Il a posé trois

principes : «fermeté», «sérénité», «unité». «Nous sommes la France, point de ralliement pour le monde lorsque la liberté est en cause», a lancé Hollande, en écho à une autre phrase prononcée plus tôt : «Ils sont morts pour que l'on puisse vivre libres». Et unis.

liberation.fr

VI) À l'Assemblée, Manuel Valls se pose en garant de « l'esprit du 11 janvier »

Par Mathieu Magnaudeix et Ellen Salvi

Galvanisé, le premier ministre s'est fait ovationner à quatre reprises par l'Assemblée nationale au cours d'un long discours d'hommage aux victimes des attentats de Paris. Célébrant « l'esprit du 11 janvier », Manuel Valls s'est posé en garant de l'unité nationale. « Il se dit que son heure est venue », dit un ministre.

On l'avait laissé à la traîne de François Hollande, lesté d'un boulot ingrat, peinant à élargir son espace politique. En décembre, le premier ministre, englué par l'absence de résultats du gouvernement sur le front économique, avait eu du mal à faire parler de lui (lire notre article). Et de nombreux députés de la majorité pariaient déjà sur la fin anticipée de son séjour à Matignon. Mais les attentats meurtriers de Paris ont tout changé.

Mardi 13 janvier, face à l'Assemblée nationale qui faisait sa rentrée, le premier ministre Manuel Valls a livré pendant une heure un discours d'hommage aux victimes de Charlie Hebdo, de Montrouge et du supermarché casher de la porte de Vincennes. À quatre reprises, l'hémicycle, qui venait d'entonner La Marseillaise – ce qui n'était pas arrivé depuis le 11 novembre 1918, jour de l'armistice mettant fin à la Première Guerre mondiale – après une minute de silence, l'a ovationné. Droite et gauche confondues, à l'exception des deux députés FN qui n'ont applaudi qu'en de rares moments. Lors de ce discours exalté et empreint d'émotion, Manuel Valls a de nouveau parlé de « guerre contre le terrorisme ». Il a voulu se poser en garant de

l'unité nationale, deux jours après la manifestation historique du 11 janvier. « Au fond, une seule chose compte, a dit Manuel Valls. Rester fidèle à l'esprit du 11 janvier 2015. Ce moment où la France, après le choc, a dit "non" dans ce mouvement spontané d'unité nationale. »

http://www.dailymotion.com/video/x2enc79_minute-de-silence-et-marseillaise-chantee-dans-l-hemicycle-l-hommage-de-l-assemblee-nationale_news

Depuis mercredi dernier, Manuel Valls le dit à ses visiteurs : il est persuadé que les attentats de Paris valident le discours dont depuis des mois, voire des années, il a fait sa marque de fabrique. L'existence d'un « ennemi intérieur » – il a de nouveau parlé ce mardi de « menace intérieure » ; les menaces contre les juifs de France, déjà révélées par l'affaire Merah ; la nécessité de replacer la défense d'une laïcité intransigeante au centre de la gauche... « Il n'était pas à l'aise sur les questions économiques qui dominaient les débats depuis deux ans et demi, et il pense que l'actualité lui donne raison. Il se dit que son heure est venue », jugeait ce week-end un ministre, sous couvert d'anonymat.

Vendredi dernier, Manuel Valls avait annoncé (un peu vite) un nouvel arsenal législatif après les attentats. Il a rendu plusieurs hommages appuyés aux victimes juives de la tuerie de la porte de Vincennes. Samedi soir, pour la cérémonie des vœux à la mairie d'Evry qu'il a longtemps dirigée, le premier ministre avait déjà livré un discours très musclé. « Nous devons regarder avec lucidité la montée du communautarisme, le rejet de la laïcité. (...) Chacun doit prendre ses responsabilités. Personne ne peut dire qu'il est indifférent (...) La menace est là, présente. La combattre, c'est le rôle de l'Etat mais c'est aussi le rôle de la société », avait-il affirmé.

Mardi, son discours à l'Assemblée a tourné essentiellement autour de ces sujets, avec l'emphase permise par l'émotion suscitée par l'horreur des attentats. En revanche, l'école, l'intégration, ou la place des musulmans dans la société française n'ont été évoquées que rapidement. « Ce débat n'est pas entre l'islam et la société, a d'ailleurs indiqué Manuel Valls. C'est un débat au sein même de l'islam que l'islam de France doit mener. »

13.01.2015 Discours de Manuel VALLS, Premier Ministre - Séance Spéciale Dhommage Aux Victimes Des Attentats... by mathieu_magnaudeix

<https://www.scribd.com/doc/252526455/13-01-2015-Discours-de-Manuel-VALLS-Premier-Ministre-Seance-Speciale-Dhommage-Aux-Victimes-Des-Attentats>

Devant les députés, le premier ministre a d'abord appelé à répondre « avec détermination » et « sérénité » aux questions posées par ces attentats, et ce, « sans jamais céder à la précipitation ». Insistant sur le fait que « la France est en guerre contre le terrorisme, le djihadisme et l'islamisme radical », et non « contre une religion, (...) contre l'islam et les musulmans », il a prôné une « fermeté implacable dans le respect de ce que nous sommes : un État de droit ».

Pas de précipitation donc, mais une série de « mesures exceptionnelles ». « Jamais des mesures d'exception qui dérogeraient au principe du droit et des valeurs », a-t-il encore précisé, en expliquant avoir demandé « au ministère de l'intérieur de (lui) adresser dans les huit jours des propositions de renforcement », qui « devront concerner notamment internet et les réseaux sociaux », mais aussi la « surveillance des détenus considérés comme radicalisés ». Un soulagement pour les députés de la majorité, qui craignaient un "Patriot Act" à la française, version hexagonale des mesures sécuritaires massives adoptées aux États-Unis après le 11-Septembre.

Un enthousiasme quasi unanime

Après avoir énoncé cette série de propositions qui « feront, a-t-il ajouté, l'objet d'une consultation ou d'une présentation au parlement », Manuel Valls a vivement dénoncé ce qu'il qualifie de « nouvel antisémitisme des quartiers sur fond d'internet, de paraboles, de misère, sur fond de détestation de l'État d'Israël », appelant également la justice à être « implacable à l'égard de ces prédicateurs de la haine ». « Quelle honte que de voir un récidiviste de la haine tenir son spectacle dans des salles bondées au moment même où, samedi soir, la Nation se recueillait porte de Vincennes », a-t-il affirmé en référence à Dieudonné. Début 2014, Manuel Valls avait fait un combat personnel de l'interdiction du spectacle de l'ex-humoriste, ouvertement antisémite.

Le premier ministre a consacré la fin de son discours à « l'autre urgence », celle qui consiste à « protéger nos compatriotes musulmans ». « Des actes anti-musulmans, inadmissibles, intolérables se sont produits ces derniers jours, a-t-il dit. Là aussi, s'attaquer à une mosquée, à une église, à un lieu de culte, profaner un cimetière, c'est une offense à nos valeurs. » Rappelant que « l'islam

est la deuxième religion de France » et qu'« elle a toute sa place en France », il a clamé : « Je ne veux plus qu'il y ait des juifs qui puissent avoir peur, je ne veux pas que des musulmans aient honte, la République est fraternelle, généreuse et elle est là pour accueillir chacun ! »



Manuel Valls à l'Assemblée nationale, le 13 janvier. © Reuters

Les réactions politiques ont été quasi-unanimes. « Manuel Valls a fait preuve de hauteur de vue, confie un député UMP à Mediapart sous couvert de “off”. Il a fait bien mieux que Christian Jacob et Nicolas Sarkozy. » Le député UMP des Alpes-Maritimes, Éric Ciotti, qui préside la commission parlementaire d'enquête sur les filières djihadistes, salue pour sa part « le beau discours républicain du premier ministre ». Quant au président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Christian Jacob, qui a assuré dans son discours que « cet ennemi exècre notre héritage judéo-chrétien », il affirme : « Les intentions du premier ministre sont très louables, et on se retrouve dedans. (...) Maintenant nous attendons le passage aux actes. Avec quelle majorité, quel texte, dans quels délais ? A ce stade les pistes sont ouvertes, (Manuel Valls) a dit lui même qu'il y aurait des textes, et notre volonté c'est d'enrichir ces textes, lorsqu'ils seront sur la table. »

« En dix ans d'assemblée, je n'ai jamais entendu un discours aussi fort que celui de Valls aujourd'hui », commente également le député UDI de Seine-et-Marne, Yves Jégo. « Manuel Valls a exprimé un juste constat et a témoigné d'une forte volonté », surenchérit dans un communiqué le président de Debout la France !, Nicolas Dupont-Aignan, qui appelle toutefois le premier ministre à « aller encore plus vite » sur les mesures à prendre. Côté FN, le député du Gard, Gilbert Collard se dit « choqué » par le fait « qu'il ait fallu qu'on ait tant de morts pour que l'on prenne conscience de ce que nous, nous disons depuis des mois et des années ». « Mais ils

sont en train de commettre un amalgame par omission, affirme-t-il. Lorsqu'ils parlent de terrorisme et qu'ils ne précisent pas islamique, ils n'empêchent pas tous les gens d'y penser. »

À gauche, les commentaires élogieux se sont succédé sur Twitter. Difficile de trouver une once de critique, à ce stade en tout cas. « Grand discours de Manuel Valls qui nomme les choses, dit l'inacceptable et fixe le cap de la reconquête », estime le député PS de Paris Christophe Caresche, membre des Réformateurs, l'aile droite du PS. « Discours fort et constructif à la hauteur du drame qui a secoué notre pays », salue l'ancien premier ministre Jean-Marc Ayrault.

« Scotchant », dit un autre élu socialiste proche de Martine Aubry, déjà satisfait que le gouvernement écarte tout “Patriot Act” à la française. « Qu'est-ce que la République, qu'est-ce que la France : profond et salutaire discours de Manuel Valls », s'est encore félicitée l'ancienne ministre Aurélie Filippetti, qui a pourtant rejoint depuis cet été et son départ du gouvernement le clan des “frondeurs”. Coprésident du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, François de Rugy, cité par l'AFP, estime que Manuel Valls « a tenu des propos justes sur les suites que nous devons donner sur la sécurité des Français, sans surenchère, sans gesticulation législative ». « Je crains quand même cette rhétorique guerrière », dit un député de l'aile gauche du PS, qui ne souhaite pas être cité, alors que des victimes des drames sont encore en train d'être enterrées.

Il y a trois semaines, Manuel Valls, premier ministre en manque de troupes, était en mauvaise posture : jugé trop “com”, trop sécuritaire, sans cesse menacé par la fronde législative d'une partie des socialistes réfractaires à la politique économique du gouvernement. Des handicaps qui deviennent des atouts, au moins à court terme, dans le contexte actuel. À lui, comme à François Hollande, l'unanimité post-attentats de Paris donne l'occasion inespérée de se refaire une santé politique.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Gérald Darmanin: «Il ne suffit pas de crier "République et laïcité"»



Le président de l'Assemblée, Claude Bartolone, la maire de Paris, Anne Hidalgo, et l'imam de Drancy lors d'un rassemblement d'hommage aux victimes de la supérette casher (Photo Kenzo Tribouillard.AFP)

Alain AUFFRAY

INTERVIEW

Le député-maire UMP de Tourcoing en appelle à un «nouveau concordat» et invite son parti à ne pas entretenir la confusion entre immigration et extrémisme islamiste.



Gérald Darmanin, député-maire UMP de Tourcoing, estime que les responsables politiques ne peuvent se satisfaire des appels répétés à la République et à la laïcité. Petit-fils

de harkis et catholique pratiquant, il défend le principe d'un nouveau concordat fixant droits et devoirs de toutes les religions, dont l'islam de France. Mardi matin, il a invité ses collègues députés UMP à ne pas mélanger le problème de l'immigration et celui de l'extrémisme islamiste. Il leur suggère notamment de laisser des mères voilées accompagner des sorties scolaires. (Photo AFP)

Les responsables politiques seront-ils à la hauteur du message du 11 janvier?

Nous étions réunis ce mardi matin entre députés UMP. Certains de mes collègues se sont exprimés sur la laïcité et sur l'immigration. Pour affirmer qu'il fallait être intraitable. Ne plus accepter de compromis. Ils relayaient l'exaspération de la population.

Une bonne réponse?

Être ferme oui. Pour tous les républicains, c'est une envie et un devoir. Mais ce n'est pas en criant «République et laïcité» qu'on réglera le problème. Il faut tenter d'analyser la situation objectivement. Sans le prisme de nos idéologies. Je crois d'ailleurs que c'est le message éternel du gaullisme : être programmatique en n'oubliant pas l'essentiel. Les frères Kouachi ont été élevés à l'école de la République. Pendant plus de dix ans. Plus qu'un échec de l'immigration, cette tragédie est un échec de nos institutions et notamment de

l'éducation nationale. C'est un problème d'assimilation évident. Jusque dans les écoles primaires, on nous rapporte que des élèves ont refusé de respecter la minute de silence. J'ai été frappé par la très faible présence des jeunes Français musulmans dans les manifestations de dimanche. Leurs aînés, leurs parents étaient là, en revanche; chez moi, à Tourcoing, je les ai vus pleurer, chanter la Marseillaise, donner des signes forts d'appartenance à la République. Ce n'est pas un problème d'immigration, mais un problème de générations.

Comment surmonter cet échec?

Nous avons, en France, de 4 à 6 millions de musulmans. Dans leur immense majorité pacifiques, horrifiés par ce qui vient de se passer. Je crains qu'avec une cinquantaine d'actes islamophobes officiellement recensés ces derniers jours, le ministère de l'Intérieur ne soit très en dessous de la réalité. Notre priorité, cela doit être d'aider les musulmans qui veulent vivre dans la République. Nous devons aider à construire enfin un islam des lumières. C'est notre responsabilité. Je propose la création d'une commission d'enquête parlementaire pour repenser la place des religions dans la république. Elle est sans doute aussi importante qu'une commission d'enquête sur les faits barbares qui se sont déroulés. Si l'on veut éviter la guerre civile, il faut que la République se donne les moyens de conclure un contrat avec l'islam. Nous devons réfléchir à un nouveau concordat incluant toutes les religions.

Votre famille politique, l'UMP, ne perd pas une occasion de dénoncer les ravages du communautarisme ?

Le paradoxe, aujourd'hui, c'est que ceux qui passent leur temps à dénoncer le communautarisme sont les premiers à décrire la France comme une addition de «communautés» : communauté musulmane, communauté juive. Ce n'est pas en s'arc-boutant sur une laïcité punitive qu'on y arrivera. Le danger, ce sont les imams radicalisés, les mosquées dans les caves. Faut-il vraiment s'acharner sur les voiles des mamans d'élèves qui accompagnent les sorties scolaires à la tour Eiffel ?

Les images de la famille endeuillée du policier Ahmed Merabet, de ces femmes voilées réconfortées par le chef de l'Etat devraient tous nous faire réfléchir. Est-ce vraiment les voiles des parents de ce policier qui posent problème à la

République ? Ne nous trompons pas de combat.

Pourquoi un concordat?

Quand Bonaparte a fait le Concordat, en 1801, la question religieuse était une poudrière dans notre pays. La Révolution avait conduit à une scission entre une église constitutionnelle et une église réfractaire. Pour Bonaparte, la stabilité de l'État passait par la reconnaissance du pluralisme religieux. Le consistoire juif se met en place à cette époque grâce à lui. Bonaparte a fait cela pour discuter avec un clergé juif. L'islam est une religion nouvelle en France à l'échelle de notre pays. C'est pourquoi nous avons besoin d'un nouveau concordat. Ce sera très difficile. Beaucoup plus qu'au temps de Bonaparte bien sûr. Mais il faut s'y mettre. Dans les synagogues, on dit une prière pour la République. Pourquoi pas dans les mosquées? La France doit discuter de tous ces sujets avec les religions. Sans tabous ni angélisme mais avec respect et confiance.

Que faudrait-il écrire, dans ce contrat?

Dire ce que nous attendons des musulmans de France. Affirmer ce que la République peut faire pour que chaque croyant puisse vivre libre. Dire quelle est notre conception de la laïcité. Ce concordat signifierait clairement ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. L'objectif, c'est une concorde nationale dans laquelle une affaire comme celle de la crèche Baby Loup n'aurait pas lieu d'être. Il faut sortir de notre schizophrénie.

De nombreux maires n'ont pas d'autre choix que de participer un peu honteusement, par des voies détournées, au financement des lieux de culte. Des «arrangements» existent partout : à l'hôpital, dans le privé, dans les associations, dans la fonction publique. Est-ce digne de la République de cacher cette religion que l'on ne saurait voir ? Est-il normal qu'il n'y ait en France que deux établissements scolaires musulmans sous contrat ?

Le lycée Averroès de Lille, qui a d'excellents résultats, vit largement de subventions publiques comme tous les établissements sous contrat et ses enseignants sont payés par l'Etat. N'y a-t-il pas là matière à la réflexion nationale ?

Des initiatives ont pourtant été prises, notamment par Nicolas Sarkozy, pour créer une autorité représentative des musulmans de France, le CFCM...

Mais pour que cette autorité soit vraiment représentative, il faut lui en donner les moyens. On ne peut pas se contenter de l'activer par intermittence, en l'invitant à prendre un café avec le chef de l'Etat quand ça va mal.

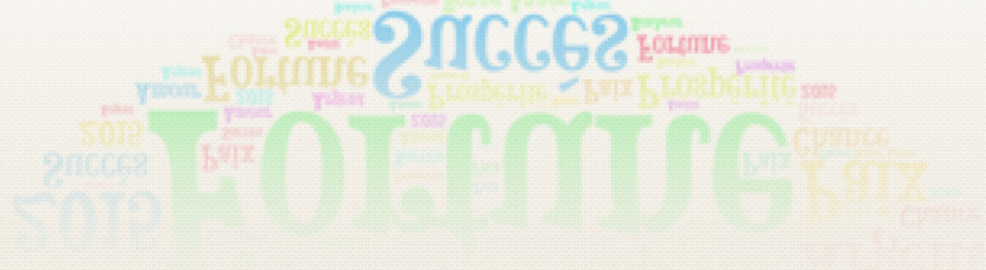
Des raisons d'espérer?

Le peuple français est extraordinaire. 4 millions de personnes dans la rue et pas de débordements racistes dans ces rassemblements. Et même les curés et le peuple de droite qui marchent aussi pour Charlie Hebdo .

Ce peuple a les moyens, les ressorts pour régler le problème. Nous sommes en guerre, oui, mais cette guerre il faut la mener avec toute la population, et donc avec les musulmans. Le dessin de Luz, à la une de Charlie Hebdo , je le vois comme un message de paix. C'est une provocation douce qui a quelque chose de constructif.

liberation.fr-Alain AUFFRAY

LAPRESSEENREVUE.EU



A Suivre...
La Presse en Revue